

Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne
Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex
<http://www.dgfip.cgt.fr/31//> • cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr • Tél : 06.81.60.89.03

Toulouse, le 12 février 2019

Jeudi 14 février sera le 5ème jour de blocage du site des Finances Publiques de Ranguel. Dans le département plusieurs autres sites sont bloqués depuis de jours comme la Cité Administrative depuis 13 jours, mais également aux Carmes, Mirail, Saint-Gaudens, Colomiers. Ce mouvement, inédit depuis 20 ans à ce niveau de mobilisation, est destiné à empêcher la dislocation programmée de la direction générale des Finances publique et notamment :

- la suppression de 20 000 emplois d'ici la fin du quinquennat
- la perte de 20 % de pouvoir d'achat de puis l'an 2000, ce qui revient à ce qu'un agent travail cinq jours par semaine et n'est payé que quatre.
- externalisation de missions : plan cadastral à l'Institut géographique national, recouvrement de l'impôt sur le revenu par les entreprises, paiements en espèce privatisé (potentiellement à la Poste, chez les buralistes ...)
- poursuite de la disparition des trésoreries de proximité, avec l'objectif d'une seule par intercommunalité. Remplacement de ces services par un accueil dans des Maisons de service au public ou le service sera rendu par des personnels territoriaux, services civiques ...
- «déconcentration de proximité», ce qui signifie transfert envisagé de plateformes d'appels de Toulouse vers Muret ou Saint-Gaudens.
- généralisation de l'accueil sur rendez-vous (soit plus aucune possibilité de réception quotidienne des usagers).
- Développement du recours à des personnels sous contrat de droit privé à durée déterminée pour assurer nos missions.

Les agents du CFP de Ranguel sont déterminés à poursuivre l'action pour toutes les revendications évoquées, mais ils dénoncent également la conduite de la direction locale depuis que le centre a subi dans la nuit du 31/01/2019 un incendie criminel. En effet, le directeur local n'a attendu que le 7 février 2019, jour de blocage, pour aller à la rencontre des agents et les conditions d'accueil au public ne sont pas satisfaisantes en termes de sécurité et de conditions matérielles.

Contacts Presse :

Jean-Marc SERVEL : 06 81 60 89 03
Estelle MOLLO-GENE : 06 19 69 66 37